

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Band: 75 (1957)
Heft: 54

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce • Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen — Parait tous les jours, le dimanche et les jours de fête exceptés

Nr. 54 Bern, Mittwoch 6. März 1957

75. Jahrgang — 75^e année

Berne, mercredi 6 mars 1957 N° 54

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telephone Nummer (051) 218 60
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 27.50, halbjährlich Fr. 15.50, vierteljährlich Fr. 8.—, zwei Monate Fr. 5.50, ein Monat Fr. 3.50
Ausland: jährlich Fr. 40.—, halbjährlich Fr. 22.—, zwei Monate Fr. 12.—, ein Monat Fr. 7.—
Regie: Publilotta AG. — Inserionsstarke: 22 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum
Ausland 30 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 10.50.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone numéro (051) 218 60
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. Prix d'abonnement: Suisse: un an 27 fr. 50; un semestre 15 fr. 50; un trimestre 8.— fr.; deux mois 5.50 fr.; un mois 3.50 fr.; étranger: fr. 40.— par an — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publilotta SA. — Tarif d'insertion: 22 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 30 ct. — Prix d'abonnement annuel à la revue mensuelle „La Vie économique“: 10 fr. 50.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amthlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. — Faillites et concordats. — Fallimenti e concordati.
Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.
Verlängerung der Geltungsdauer von Bestimmungen aus dem Gesamtarbeitsvertrag für das Schreiner- und Glasergewerbe der Stadt Winterthur.
Schiffsregister des Kantons Basel-Stadt.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Weisung Nr. 1 der Eidgenössischen Inspektion für Forstwesen, Jagd und Fischerei betreffend den forstlichen Pflanzenschutz an der Grenze. — Instructions No 1 de l'Inspection fédérale des forêts, chasse et pêche concernant les mesures à prendre à la frontière pour la protection des forêts.
Algérie: Réglementation de l'importation des produits émergeant au secteur des contingents globaux.

Amthlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen Mittwoch 9 Uhr, bzw. Freitag 12 Uhr, beim Schweiz. Handelsamtsblatt, Effingerstrasse 3, Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstr. 3, à Berne, à 8 heures le mercredi et à midi le vendredi, au plus tard.

Konkursoröffnungen — Ouvertures de faillites

(SchKG. 231, 232; VZG. vom 23. April 1920, Art. 29, II und III, 123)

Die Gläubiger der Gemeinschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Einlegung der Beweismittel (Schuldscheine, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gemeinschuldner der Zinsenlauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der pfandversicherten, auf (SchKG. 209).
Die Grundpfandgläubiger haben ihre Forderungen in Kapital, Zinsen und Kosten zerlegt anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin.
Die Inhaber von Dienstbarkeiten, welche unter dem früheren kantonalen Recht ohne Eintragung in die öffentlichen Bücher entstanden und noch nicht eingetragen sind, werden aufgefordert, diese Rechte unter Einlegung allfälliger Beweismittel in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift binnen 20 Tagen beim Konkursamt einzugeben. Die nicht angemeldeten Dienstbarkeiten können gegenüber einem gutgläubigen Erwerber des belasteten Grundstückes nicht mehr geltend gemacht werden, soweit es sich nicht um Rechte handelt, die auch nach dem Zivilgesetzbuch ohne Eintragung in das Grundbuch dinglich wirksam sind.
Desgleichen haben die Schuldner der Gemeinschuldner sich binnen der Eingabefrist als solche anzumelden bei Straffolgen im Unterlassungsfall.
Wer Sachen eines Gemeinschuldners als Pfandgläubiger oder aus andern Gründen besitzt, hat sie ohne Nachteil für sein Vorzugsrecht binnen der Eingabefrist dem Konkursamt zur Verfügung zu stellen bei Straffolgen im Unterlassungsfall; Im Falle ungerechtfertigter Unterlassung erlischt zudem das Vorzugsrecht.
Die Pfandgläubiger sowie Drittpersonen, denen Pfandtitel auf den Liegenschaften des Gemeinschuldners weiterverpfändet worden sind, haben die Pfandtitel und Pfandverreibungen innerhalb der gleichen Frist dem Konkursamt einzureichen.
Den Gläubigerversammlungen können auch Mitschuldner und Dritte des Gemeinschuldners sowie Gewährspflichtige beizugehen.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).
Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.
Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).
Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.
Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).
Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.
Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).
Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.
Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).
Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.
Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).
Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.
Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).
Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.
Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Kt. Zürich Konkursamt Unterstrass-Zürich (318^a)

Gemeinschuldnerin: Pramag Aktiengesellschaft Zürich, mit Sitz in Zürich 6, Weinbergstrasse 78, Handel mit und Fabrikation von Präzisionsinstrumenten und Apparaten sowie technischen Hilfsmaterialien aller Art, Verwertung von Patenten und Lizenzen usw.
Datum der Konkursöffnung: 5. Februar 1957.
Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SchKG.
Eingabefrist: bis zum 8. März 1957.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (424)

Faillie: Pavillard Nelly, M^{me}, «Marynelle», jouets en gros, La Fontaine, chemin des Oisillons, Pully.
Date du prononcé: 21 février 1957.
Faillite sommaire, art. 231 L.P.
Délai pour les productions des créances: 26 mars 1957.

Ct. de Vaud Office des faillites, Morges (428)

Failli: Davet Marius-Antoine, fils de Sulpice, laitier-fromager, ci-devant à Villars-sur-Yens, actuellement à Comagny.
Immeuble sis rière la commune de Villars-sur-Yens, feuillet 71, parcelle N° 1.
Délai pour les productions: 15 mars 1957.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation (SchKG 230.) (L. P. 230.)

Kt. Zürich Konkursamt Enge-Zürich (430^a)

Ueber Merz Joseph, geb. 1909, Nähmaschinenreparateur, von Unterägeri (Zug), wohnhaft Brandschenkesteig 2, in Enge-Zürich 2, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 14. Februar 1957 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung des nämlichen Richters am 1. März 1957 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.
Falls nicht ein Gläubiger bis zum 16. März 1957 die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben einen hinreichenden Vorschuss leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Kt. Schwyz Konkursamt Arth (437)

Ueber Fellmann-Jakober Lorenz, Handlung, Arth, nun Grüneggstrasse 1, Horw, Post Luzern, ist durch Erkenntnis des Bezirksgerichtspräsidenten von Schwyz vom 12. Februar 1957 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung desselben Richters am 1. März 1957 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.
Falls nicht ein Gläubiger binnen 10 Tagen die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (425)

Faillie: Recordon Yvonne, meubles, place du Tunnel 1, Lausanne.
Date du prononcé: 21 février 1957.
Délai pour avancer les frais de 500 fr.: 16 mars 1957.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251) (L.P. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.
L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Zürich Konkursamt Hollingen-Zürich (432^a)

Auflage von Kollokationsplan und Inventar
Im Konkurse betr. die Firma EFA A.-G., Import- und Exportgeschäfte, Handelsgeschäfte aller Art, Vertretungen und Beteiligungen, Erwerb von Liegenschaften, Klobachstrasse 75, Zürich 7, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt zur Einsicht auf.
Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert zehn Tagen, von der ersten Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt, Bern, vom 6. März 1957 an gerechnet, mittels Klageschrift im Doppel beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich anhängig zu machen, ansonst der Plan als anerkannt gilt.
Bezüglich AHV-Ansprüchen und Steuerforderungen usw. kommt das betreffende spezielle Rekurs- oder Einspracheverfahren zur Anwendung.

Kt. Zürich Konkursamt Riesbach-Zürich (390^a)

Kollokationsplan, Lastenverzeichnisse und Inventar
Im Konkurse über Bucher Marie, gen. Lina, geb. Kamber, gesch., geb. 1911, von Zug, Wirtin, bisher im Hotel «Bellevue», Zollikon, zurzeit im Hotel «Eicher», Zürich 2, liegen der Kollokationsplan, das Inventar und die Lastenverzeichnisse über die Liegenschaften in Zollikon, Basel und Oberwil (Basel-Landschaft) zur Einsicht der Beteiligten hierorts auf.

Kollokationsklagen sind innert 10 Tagen seit der Publikation im Handelsamtsblatt vom 27. Februar 1957 (Nr. 48) beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich anhängig zu machen, ansonst die zugelassenen Ansprüche rechtskräftig werden.

Die Kompetenzstück-Zuteilung gilt als anerkannt, falls nicht innert genannter Frist hiegegen Beschwerde beim Bezirksgericht Zürich erhoben wird.

Ct. de Neuchâtel *Office des faillites, Le Locle* (433)

Failli: Pellaton Max-Albert, de Travers, ferblanterie et installations sanitaires, au Locle.

L'état de collocation des créanciers de la faillite susindiquée peut être consulté à l'office précité. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publication; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG. 268) (LP. 268)

Kt. Bern *Konkursamt Bern* (426)

Gemeinschuldner: Fährndrich Roger, Automechaniker, Tscharnersstrasse 36, Bern.

Datum des Schlusses des summarischen Verfahrens: 28. Februar 1957.

Kt. Appenzel A.-Rh. *Konkursamt Mittelland, Teufen* (438)

Das Konkursverfahren gegen die ausgeschlagene Verlassenschaft des verstorbenen Gemeinschuldners Moser Josef Anton, von Untereggen (St. Gallen), gewesener Vertreter, wohnhaft gewesen Rüti, Niederteufen, ist durch Verfügung des Konkursrichters am 2. März 1957 als geschlossen erklärt worden.

Liegenschaftsverwertungen im Pfändungs- und Pfandverwertungsverfahren

(SchKG. 138, 142; VZG. vom 23. April 1920, Art. 29)

Es ergeht hiermit an die Pfandgläubiger und Grundlastberechtigten die Aufforderung, dem unterzeichneten Beteiligungsamt binnen der Eingabefrist ihre Ansprüche an dem Grundstück insbesondere auch für Zinsen und Kosten anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin. Innert der Frist nicht angemeldete Ansprüche sind, soweit sie nicht durch die öffentlichen Bücher festgestellt sind, von der Teilnahme am Ergebnis der Verwertung ausgeschlossen.

Innert der gleichen Frist sind auch alle Dienstbarkeiten anzumelden, welche vor 1912 unter dem früheren kantonalen Recht begründet und noch nicht in die öffentlichen Bücher eingetragen worden sind. Soweit sie nicht angemeldet werden, können sie einem gutgläubigen Erwerber des Grundstückes gegenüber nicht mehr geltend gemacht werden, sofern sie nicht nach den Bestimmungen des Zivilgesetzbuches auch ohne Eintragung im Grundbuch dinglich wirksam sind.

Kt. Zürich *Betreibungsamt Richterswil* (427)

Gemeinschuldnerin und Pfand Eigentümerin:

Pension Gartenstrasse A.G.,

mit Sitz in Zürich 6, Beckenhofstrasse 11, vertreten durch: Verwaltungsratspräsidentin Frau Adele Baumann-Wolf, daselbst.

Steigerungstag: Donnerstag, den 11. April 1957, 14½ Uhr.

Steigerungsort: Restaurant zum Freihof, Richterswil.

Eingabefrist: bis 26. März 1957.

Auflegung der Steigerungsbedingungen und des Lastenverzeichnisses: vom 30. März bis 8. April 1957.

Grundstück: In der Gemeinde Richterswil gelegen:

Grundbuchblatt 366, Kat.-Nr. 2604, Plan 2:

Ein Wohnhaus mit Veranda unter Assek.-Nr. 38 mit Einschluss der Wasserheizanlage und eines Gaswaschautomaten «Bianca» Fr. 328 000 assekuriert, Bauwert 1956 mit vierzehn Arén 06 m² Gebäudegrundfläche, Hofraum und Garten an der Gartenstrasse 15.

Betreibungsamtliche Schätzung: Fr. 160 000.-
Zugehör (diverses Mobiliar in 18 Räumen): im Grundbuch angemerkte Fr. 10 000.-

Zusammen: Fr. 170 000.-

Dienstbarkeiten und Anmerkungen laut Grundbuch.

Die Verwertung erfolgt auf Verlangen des Grundpfandgläubigers im 1. Range.

Der Ersteigerer hat an der einzigen Steigerung, unmittelbar vor dem Zuschlag, auf Anrechnung an der Kaufsumme Fr. 5000 bar zu bezahlen. Im übrigen wird auf die Steigerungsbedingungen verwiesen.

Richterswil, den 6. März 1957. *Betreibungsamt Richterswil:*
W. Strickler.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages

(SchKG. 304, 317)

Délibération sur l'homologation du concordat

(L. P. 304, 317)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen. Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Zürich *Bezirksgericht Affoltern a. A.* (431^b)

Das Bezirksgericht Affoltern als Nachlassbehörde hat die Verhandlung über den von Kilchmann Anton, Konstrukteur, Hedingen, seinen Gläubigern vorgeschlagenen Nachlassvertrag auf Donnerstag, den 21. März 1957, nachmittags 15.30 Uhr, in das Gerichtshaus in Affoltern a. A. angesetzt.

Die Gläubiger, Bürgen und Mitschuldner des Nachlassschuldners werden hiemit zur Teilnahme an dieser Verhandlung eingeladen. Einwendungen gegen die gerichtliche Bestätigung des Nachlassvertrages können an der Verhandlung mündlich oder vorher schriftlich bei der Nachlassbehörde erhoben werden; Stillschweigen gilt als Verzicht auf Einwendungen.

Akteneinsicht bis 16. März 1957 in der Bezirksgerichtskanzlei in Affoltern a. A.

Affoltern a. A., den 28. Februar 1957.

Bezirksgericht Affoltern:

Kanzlei des Bezirksgerichtes, der Gerichtsschreiber:
Dr. Bachmann

Kt. Bern *Richteramt I, Biel* (434)

Schuldner: Mäder R. A., Planung und Ausführung von Kücheneinrichtungen, Verkauf neuzeitlicher Küchenapparate, Sesslerstrasse 1, Biel. Datum der Verhandlung: Mittwoch, den 20. März 1957, 15 Uhr, vor Richteramt I Biel, im Amthaus an der Spitalstrasse 14, in Biel.

Biel, den 2. März 1957. Der Gerichtspräsident I als erstinstanzlicher Nachlassrichter: Matter.

Kt. St. Gallen *Bezirksgericht Untertoggenburg, Flawil* (435)

Den Gläubigern des Schuldners Harder Hans, von Buch bei Uesslingen, wohnhaft in Oberuzwil, Inhaber der im Handelsregister eingetragenen Einzelfirma Strickerei-Wirkerei Harder, Fabrikation von und Handel mit Strick- und Wirkwaren, mit Sitz in Oberuzwil, wird hiemit zur Kenntnis gebracht, dass die Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages Donnerstag, den 28. März 1957, nachmittags 1.30 Uhr, vor Bezirksgericht Untertoggenburg in Flawil im Sitzungssaal des Gemeinderates, Gemeindehaus I, stattfinden wird.

Allfällige Einsprachen sind an dieser Verhandlung mündlich oder vorher schriftlich anzubringen.

Flawil, den 4. März 1957. Bezirksgerichtskanzlei Untertoggenburg.

Bestätigung des Nachlassvertrages — Homologation du concordat

(SchKG 306, 308, 317.) (L.P. 306, 308, 317.)

Ct. de Genève *Tribunal de première instance, Genève* (439)

Par jugement du vendredi 8 février 1957, le Tribunal a homologué le concordat proposé par la société Radio-Monde S. A., rue Voltaire 27, à Genève, à ses créanciers.

Le Tribunal a, en outre, imparti un délai de 20 jours aux créanciers dont les créances ont été contestées, pour introduire action, conformément à l'article 310 L. P. D.

Tribunal de première instance:
J. Charrey, commis-greffier.

Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung — Concordat par abandon d'actif

(SchKG 316^a bis 316^c) (L.P. 316^a à 316^c)

Kt. Zürich *Bezirksgericht Zürich* (440)

Zwischenbericht gemäss Art. 316 r SchKG

Im Liquidationsverfahren der Firma

Parcofil Textilmaschinenbau A.-G.

in Nachlassliquidation,

Zürich, liegt der Zwischenbericht des Liquidators, Rechtsanwalt Dr. P. Giezendanner, Bleicherweg 10, Zürich, per 31. Dezember 1956, mit Status über das bisher liquidierte und das noch nicht verwertete Vermögen, bei der unterzeichneten Nachlassbehörde den Beteiligten während 10 Tagen seit Veröffentlichung im Schweizerischen Handelsamtsblatt im Zimmer Nr. 214 des Bezirksgerichtes Zürich, Badenerstrasse 90, Zürich 4, zur Einsicht auf.

Zürich, den 5. März 1957. Bezirksgericht Zürich, 3. Abteilung, der Gerichtsschreiber: Hofmann.

Kt. Solothurn *Richteramt Solothurn-Lebern, Solothurn* (429)

Zwischenbericht gemäss Art. 316 r SchKG.

Im Liquidationsverfahren der Firma Jetzer Johann & Co., Hoch- und Tiefbau, Grenchen-Schnottwil, in Liquidation, liegt der Zwischenbericht des Liquidators, Dr. Werner von Arx, Fürsprech und Notar, in Solothurn, und der Status per 31. Dezember 1956 über das bisher liquidierte und das noch nicht verwertete Vermögen bei der unterzeichneten Nachlassbehörde im Amthaus in Solothurn, Zimmer Nr. 10, den Beteiligten während 20 Tagen, von der Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt an gerechnet, zur Einsicht auf.

Solothurn, den 1. März 1957.

Richteramt Solothurn-Lebern (Zivilabteilung)
Der Gerichtsschreiber: F. Kofmehl.

Nachlassstundungsgesuch — Demande de sursis concordataire

(SchKG 293.) (L. P. 293.)

Kt. Bern *Richteramt II, Bern* (436)

Hostettler Paul, Matratzenfabrik, Galgenfeldweg 1, in Bern, hat ein Nachlassstundungsgesuch eingereicht.

Termin zur Einvernahme des Gesuchstellers zu dem er persönlich zu erscheinen hat und Behandlung des Gesuches ist angesetzt auf: Mittwoch, den 27. März 1957, 8.30 Uhr, vor dem Nachlassrichter von Bern, Zimmer 89, im Amthaus Bern.

Die Gläubiger des Gesuchstellers können ihre Einwendungen gegen die Erteilung einer Nachlassstundung schriftlich bis zum 23. März 1957 beim Sekretariat des Richteramtes II Bern eingeben.

Bern, den 4. März 1957. Richteramt II Bern,
Der Nachlassrichter: Troesch.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Zürich — Zurich — Zurigo

1. März 1957. Getränkepulver usw.
Margos Aktiengesellschaft, in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 24. Januar 1957 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Herstellung und den Vertrieb von Getränkepulvern, insbesondere von solchen für die Zubereitung von mit «Margos» bezeichneten Milch-Drinks und Frappé-Getränken. Die Gesellschaft kann alle Geschäfte tätigen, die mit ihrem Zweck zusammenhängen. Das voll liberierte Grundkapital beträgt Fr. 100 000 und ist zerlegt in 200 Inhaberaktien zu Fr. 500. Die Gesellschaft erwirbt von Fritz Erne, von Böttstein, in Zürich, Rezepte und Spezialrezepte für die Herstellung von mit «Margos» bezeichneten Frappé- und Milch-Drinks sowie, gemäss Verzeichnis vom 20. Dezember 1956, Maschinen, Einrichtungen, Bureau-Inventar, Verpackungs- und Reklamematerial, Getränkepulver und sonstige Vorräte und Mobilien zum Gesamtübernahmepreis von Fr. 45 000, der voll auf das Grundkapital in Anrechnung gebracht wird. Andere als die erwähnten Aktiven sowie Passiven übernimmt die Gesellschaft von Fritz Erne nicht. Die Gesellschaft erwirbt ferner von zwei weiteren Mitgründern Rezepte und Zusatzrezepte für die Herstellung von mit «Margos» bezeichneten Getränkepulvern, insbesondere solchen für die Zubereitung von Milch-Drinks und Frappé-Getränken, und einen in den Statuten näher bezeichneten Schuldbrief in der Höhe von Fr. 10 000 zum Preise von zusammen Fr. 55 000, der voll auf das Grundkapital in Anrechnung gebracht wird. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 5 Mitgliedern. Einziges Mitglied mit Einzelunterschrift ist Hugo Krüsi, von Speicher, in Lugano. Zum Direktor mit Einzelunterschrift ist bestellt Fritz Erne, von Böttstein, in Zürich. Geschäftsdomizil: Pflügstrasse 17 in Zürich 6 (bei Josef Höltschi).

1. März 1957.
Gherzi, Organisation, in Zürich (SHAB. Nr. 242 vom 17. Oktober 1942, Seite 2367), Organisationen und Reorganisations sowie technische und kaufmännische Beratungen von Unternehmen aller Art. Die Firma wird abgeändert auf **Gherzi, Organisation und Wirtschaftsberatung (Gherzi Organization and Management Counsel)**. Der Inhaber Giuseppe L. Gherzi wohnt in Zürich 2.

2. März 1957.
Verlag der Zwingli-Bibel, in Zürich 1, Genossenschaft (SHAB. Nr. 183 vom 10. August 1953, Seite 1945). Die Unterschrift von Friedrich Kuhn ist infolge Todes erloschen. Eugen Kull ist jetzt Präsident, und Gustav Keller, bisher Vizepräsident, ist jetzt Quästor des Vorstandes; sie führen weiterhin Kollektivunterschrift zu zweien. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien das Vorstandsmitglied Robert Hürlimann, von und in Zürich.

2. März 1957. Bekleidungsartikel, Haushaltsartikel.
G. Grob, bisher in Meilen (SHAB. Nr. 12 vom 16. Januar 1956, Seite 127). Handel mit Bekleidungs-, Haushalts- und Wohnartikeln. Der Firm inhaber hat den Geschäftssitz und das persönliche Wohndomizil nach Horgen verlegt. Geschäftsdomizil: Friedensweg 6

2. März 1957. Filme usw.
Condor-Film A.G., in Zürich 8 (SHAB. Nr. 305 vom 28. Dezember 1955, Seite 3350), Herstellung von Filmen usw. Neues Geschäftsdomizil: Restenbergstrasse 107, in Zürich 6.

2. März 1957. Maschinen.
Ingenieurbüro Jules Lüscher, in Zürich (SHAB. Nr. 80 vom 5. April 1955, Seite 893), Generalvertretungen von Maschinenfabriken usw. Die Procura von André Frank Simon ist erloschen.

2. März 1957. Chemische Produkte.
Heydel & Co., in Zürich 2, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 300 vom 22. Dezember 1955, Seite 3282), Fabrikation chemischer und pharmazeutischer Produkte. Diese Gesellschaft hat sich aufgelöst. Die Liquidation ist durchgeführt. Die Firma ist erloschen.

2. März 1957. Zigarren usw.
Gebhard Haas, in Winterthur (SHAB. Nr. 254 vom 31. Oktober 1925, Seite 1827), Zigarren, Zigaretten usw. Die Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

Bern — Berne — Berna

Bureau Aarwangen

1. März 1957.
Konstruktionswerkstätte Langenthal, R. Steiger, in Langenthal (SHAB. Nr. 160 vom 12. Juli 1946, Seite 2106). Die Firma wird infolge Geschäftsüberganges gelöscht.

1. März 1957.
Konstruktionswerkstätte Langenthal, R. Steiger, Naefolger Fritz Born, in Langenthal. Inhaber der Firma ist Fritz Born, von Thunstetten, in Langenthal. Eisenkonstruktionswerkstätte, Bauschlosserei, allgemeiner Maschinenbau. Lotzwilstrasse 43.

2. März 1957. Heizung, Lüftung.
Anderegg & Co., Zweigniederlassung Langenthal, Heizung, Lüftung, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 305 vom 23. Dezember 1952, Seite 3174), mit Hauptsitz in Herzogenbuchsee. Diese Zweigniederlassung wird infolge Löschung der Hauptniederlassung (SHAB. Nr. 49 vom 28. Februar 1957, Seite 567) von Amtes wegen gestrichen.

2. März 1957. Zentralheizungen, Lüftungen usw.
Anderegg AG, Zweigniederlassung in Langenthal. Unter dieser Firma hat die Aktiengesellschaft «Anderegg AG», mit Sitz in Herzogenbuchsee, welche den Bau von Zentralheizungen, Lüftungen und wärmetechnischen Anlagen, insbesondere die Weiterführung der Kommanditgesellschaft «Anderegg & Co.», in Herzogenbuchsee, bezweckt und am 22. Februar 1957 im Handelsregister von Wangen a. d. A. eingetragen wurde (letzte Publikation siehe SHAB. Nr. 49 vom 28. Februar 1957, Seite 567), durch Beschluss der Generalversammlung vom 6. Februar 1957 eine Zweigniederlassung errichtet. Diese Zweigniederlassung wird durch Ernst Paul Anderegg, von Wattwil (St. Gallen), in Herzogenbuchsee, Verwaltungsratspräsident, mit Einzelunterschrift vertreten. Kollektivprokura zu zweien wurde erteilt an Paul Hurter, von Zürich, in Herzogenbuchsee; Ernst Zimmerli, von und in Oftringen, und Otto Wyss, von Kappel (Solothurn), in Herzogenbuchsee. Geschäftslokal: Geissberg 18.

Bureau Belp (Bezirk Seftigen)

2. März 1957.
Tuchfabrik Belp A.G. (Fabrique de draps Belp S.A.), in Belp (SHAB. Nr. 170 vom 23. Juli 1956, Seite 1914/1915). Die Procura des Ludwig Kuhn ist erloschen. Im übrigen bleibt die Zeichnungsberechtigung wie bisher.

Bureau Bern

1. März 1957.
Boy-Nährmittel A.G., in Bern. Gemäss öffentlich beurkundetem Errichtungsakt und Statuten vom 23. Februar 1957 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Fabrikation von Nahrungsmitteln aller Art wie auch den Gross- und Detailhandel mit solchen. Die Gesellschaft kann sich an gleichartigen oder verwandten Unternehmen beteiligen sowie alle Geschäfte eingehen, die geeignet sind, den Geschäftszweck zu fördern oder die mit diesem im Zusammenhang stehen. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Namenaktien zu Fr. 1000. Darauf sind Fr. 25 000 einbezahlt. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt; Mitteilungen und Einladungen werden den Aktionären durch eingeschriebenen Brief zugestellt. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Ihm gehören an: Fritz Zurbuchen, von Habkern, in Bern, als Präsident; Paul Kuhn, von Orpund, in Bern, und Sebastian Kämpfen, von Geschinen, in Bern, beide als Mitglieder. Sebastian Kämpfen ist gleichzeitig Direktor. Der Präsident des Verwaltungsrates und der Direktor führen Einzelunterschrift. Geschäftslokal: Friedlistrasse 23 (beim Präsidenten des Verwaltungsrates).

1. März 1957.
Wohnpark A.G., in Bern, An- und Verkauf von Bauland und Liegenschaften usw. (SHAB. Nr. 252 vom 28. Oktober 1954, Seite 2761). Das Grundkapital von Fr. 60 000 ist jetzt voll einbezahlt. Gemäss öffentlicher Urkunde über die ausserordentliche Generalversammlung vom 20. Februar 1957 hat die Gesellschaft ihre Statuten entsprechend revidiert. Neues Domizil: Optingenstrasse 53 (beim Verwaltungsrat Albert Gysin).

2. März 1957.
Theo Jakob, Möbel und Textilien, in Bern. Inhaber der Firma ist Theodor Jakob, von Langnau i. E., in Bern. Handel mit Möbeln und Textilien sowie Fabrikation von Polsterartikeln. Gerechtigkeitsgasse 23.

2. März 1957. Versicherungen.
Dr. iur. Richard Stebler, in Wabern, Gemeinde Köniz. Inhaber der Firma ist Richard Stebler, von Basel und Nunningen (Solothurn), in Wabern, Gemeinde Köniz. Generalagentur für die Schweiz der Württembergischen und Badischen Vereinigten Versicherungsgesellschaften Aktiengesellschaft Heilbronn a. N. Bantigerrain 6.

2. März 1957. Kabel, Drähte, elektrotechnische Artikel usw.
P. M. Scheidegger G.m.b.H., in Bern, Engroshandel mit Kabeln, Drähten und elektrotechnischen Artikeln samt Zubehör, sowie aller Apparate irgendwelcher Art (SHAB. Nr. 55 vom 6. März 1956, Seite 597). Neues Geschäftsdomizil: Laupenstrasse 4.

2. März 1957.
Architektengemeinschaft Bracher, Frey, Egger, in Bern, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 115 vom 18. Mai 1955, Seite 1312). Hans Richard Braher ist infolge Todes aus der Kollektivgesellschaft ausgeschieden. Die Firma wurde geändert in **Frey & Egger**. Gesellschafter sind nun Eduard Wilhelm Frey und Alois Egger (beide bisher).

Bureau Biel

1. März 1957. Immobilien.
Sanlam A.G., in Biel, Erstellung eines Gebäudes auf Parzellen Nrn. 6927 und 6928 der Gemeinde Biel und dessen Verwaltung (SHAB. Nr. 22 vom 27. Januar 1945, Seite 232). Laut öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 14. Dezember 1956 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Nachdem die Liquidation beendet ist, wird die Firma gelöscht.

1. März 1957.
Union chrétienne de jeunes gens, in Biel, Verein (SHAB. Nr. 251 vom 25. Oktober 1941, Seite 2127). Der Sekretär des Vorstandes Robert Hefti wohnt nun in Nidau.

2. März 1957. Konstruktionswerkstätte usw.
Grüing & Co. A.G., in Biel, Betrieb einer Konstruktionswerkstätte und Schlosserei usw. (SHAB. Nr. 143 vom 22. Juni 1949, Seite 1663). Laut öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 25. Februar 1957 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Die Liquidation wird unter der Firma **Grüing & Co. A.G. in Liq.** durch die Liquidatoren Karl und Fritz Robert Grüing, beide von und in Biel (bisher Verwaltungsräte), und Josef Schnyder, von Kriens, in Biel, durchgeführt. Sie zeichnen einzeln. Domizil: Längfeldweg Nrn. 47/49.

Bureau Trachselwald

Berichtigung.
O. Schär, in Huttwil (SHAB. Nr. 52 vom 4. März 1957, Seite 599). Der Inhaber ist heimatberechtigt in Walterswil (Bern).

Luzern — Lucerne — Lucerna

20. Februar 1957.
Leinenweberei Grosswangen AG, in Grosswangen. Laut öffentlicher Urkunde und Statuten vom 6. Februar 1957 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft, die die Uebernahme und Weiterführung der bisher von der «Schlauchfabrik Grosswangen A.G.» betriebenen Leinenweberei sowie den Handel mit Textilien aller Art bezweckt. Sie kann sich an gleichartigen oder verwandten Unternehmen beteiligen. Gemäss Sachinlagevertrag vom 6. Februar 1957 und Inventar per 31. Dezember 1956 übernimmt die Gesellschaft von der «Schlauchfabrik Grosswangen A.G.» Maschinen und Fertigwaren im Betrage von Franken 68 978.10, wofür der Verkäuferin 98 voll liberierte Aktien zu Fr. 500 sowie eine Gutschrift von Fr. 19 978.10 ausghändigt werden. Das voll liberierte Grundkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 100 Namenaktien zu Fr. 500. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern. Einziges Mitglied mit Einzelunterschrift ist Gottfried Kunz, von Grosswangen, in Ruswil. Ferner führen Einzelunterschrift Karl Kramcr, von Reiden und Grosswangen, und Walter Juchli, von Zufikon, in Grosswangen.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Balsthal

18. Februar 1957. Drogerien usw.
DROAG, in Welschenrohr. Gemäss öffentlich beurkundetem Errichtungsakt und Statuten vom 13. Februar 1957 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Eröffnung, Führung und den Verkauf von Drogerien, Lebensmittelgeschäften und ähnlichen Unternehmen sowie den Ankauf und Verkauf der entsprechenden Waren. Das Grundkapital beträgt Fr. 51 000, eingeteilt in 51 Namenaktien zu Fr. 1000. Darauf sind Fr. 20 400 einbezahlt. Publikationsorgan für die Bekanntmachungen ist das Schweizerische Handels-

amtsblatt. Mitteilungen und Einladungen werden den Aktionären durch eingeschriebenen Brief zugestellt. Der Verwaltungsrat besteht aus einem bis drei Mitgliedern. Ihm gehören an: Werner Heim, von Thun, in Münsingen, als Präsident; Hugo Schober, von Wattenwil, in Lyss, als Vizepräsident, und Rolf Struchen, von Täuffelen, in Biel, als Sekretär. Sie führen Einzelunterschrift. Geschäftslokal: Thalhof-Drogerie, in Welschenrohr.

Basel-Landschaft — Bäle-Campagne — Basilea-Campagna

27. Februar 1957.

C. Grauwiler, Photo-Kopieranstalt, in Liestal (SHAB. Nr. 250 vom 25. Oktober 1938, Seite 2287). Der Inhaber ändert die Firma ab in **C. Grauwiler, Photo-Rotation**.

27. Februar 1957. Seilbahnen usw.

Rob. Vögli, bisher in Basel, Handel mit Bestandteilen für Motorfahrzeuge, technisches Bureau (SHAB. Nr. 155 vom 8. Juli 1953, Seite 1668). Die Firma hat den Sitz nach Münchenstein verlegt. Der Inhaber Robert Vögli-Fruet, von Basel, wohnt nun in Münchenstein. Die Firma wird geändert in: **Vögli, Techn. Bureau**. Jetzige Geschäftsnatur: Erstellung von Industrie-Seilbahnen, Elektro Hängebahnen und Förderbändern. Schmidholzstrasse 31.

28. Februar 1957. Bonneterie, Mercerie usw.

S. Levy-See's Erben, in Liestal, Bonneterie, Mercerie und Schulwaren (SHAB. Nr. 154 vom 5. Juli 1955, Seite 1758). Diese Kollektivgesellschaft hat sich aufgelöst. Aktiven und Passiven sind gemäss Bilanz per 31. Dezember 1955 mit Wirkung ab 1. Januar 1956 an die Einzelfirma «H. Guntzburger-Levy», in Liestal, übergegangen. Nachdem die Liquidation durchgeführt ist, wird die Firma gelöscht.

28. Februar 1957. Kleidung, Bonneterie.

H. Guntzburger-Levy, in Liestal. Inhaber dieser Einzelfirma ist Henri Guntzburger-Levy, französischer Staatsangehöriger, in Liestal. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Kollektivgesellschaft «S. Levy-See's Erben», in Liestal, gemäss Bilanz per 31. Dezember 1955 und mit Wirkung ab 1. Januar 1956. Herren- und Damenkonfektion, Bonneterie. Rathausstrasse 3.

28. Februar 1957.

Hans Nyffenegger-Baumann «Adler-Zeltbau», in Birsfelden. Inhaber dieser Einzelfirma ist Hans Nyffenegger-Baumann, von Lützelflüh, in Birsfelden. Zelt-Bau, Fabrikation von Campingartikeln. Hardstrasse 26.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

28. Februar 1957. Restaurant.

Margreth Müller-Ragaz, in Schaffhausen. Inhaberin dieser Einzelfirma ist, mit Zustimmung ihres Ehemannes, Margreth Müller-Ragaz, von Schaffhausen und Gächlingen, in Schaffhausen. Betrieb des Restaurants «Walderuh». Ebnatstrasse 68.

28. Februar 1957. Baugeschäft.

Rob. Neukomm, in Hallau, Baugeschäft (SHAB. Nr. 56 vom 7. März 1952, Seite 635). Die Firma ist infolge Übergangs des Geschäftes mit Aktiven und Passiven an die Einzelfirma «Robert Neukomm», in Hallau, erloschen.

28. Februar 1957. Baugeschäft.

Robert Neukomm, in Hallau. Inhaber dieser Einzelfirma, die Aktiven und Passiven der erloschenen Einzelfirma «Rob. Neukomm», in Hallau, übernimmt, ist Robert Neukomm-Müller, von und in Hallau. Baugeschäft. «Zum Nässihof».

1. März 1957. Bäckerei und Konditorei.

Frau Heidy Diemling, in Schaffhausen. Inhaberin dieser Einzelfirma ist, mit Zustimmung ihres Ehemannes, Heidy Diemling-Fehlmann, von Seon (Aargau), in Schaffhausen. Bäckerei und Konditorei. Webergasse 17.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

28. Februar 1957. Technische Apparate.

H. J. Müsch, in St. Gallen, Verkauf technischer Apparate, Herstellung und Vertrieb von Bedarfsartikeln für die Baubranche und andere Industrie- und Gewerbegebiete, insbesondere von chemischen Erzeugnissen (SHAB. Nr. 44 vom 22. Februar 1957, Seite 508). Die Geschäftsnatur lautet nun: Verkauf technischer Apparate.

28. Februar 1957.

Immobilien «Rhein» H. Keller, in Rorschach, Immobilienhandel und -vermittlung (SHAB. Nr. 225 vom 25. September 1956, Seite 2428). Der Firmainhaber wohnt nun in Tübach.

28. Februar 1957. Waren aller Art.

Ed. Schneider-Delaloye, in Wil, Vertretungen verschiedener Art (SHAB. Nr. 251 vom 28. Oktober 1953, Seite 2589). Diese Firma ist infolge Wegzugs des Inhabers erloschen.

28. Februar 1957.

Churfürsten-Apotheke & Drogerie Dr. H. Fehr, in Walenstadt (SHAB. Nr. 7 vom 11. Januar 1954, Seite 80). Diese Firma ist infolge Wegzugs des Inhabers erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die neue Firma «Churfürsten-Apotheke und Drogerie Dr. M. K. Messmer», in Walenstadt.

28. Februar 1957.

Churfürsten-Apotheke und Drogerie Dr. M. K. Messmer, in Walenstadt. Inhaber der Firma ist Dr. Max Karl Messmer, von Au (St. Gallen), in Walenstadt. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Einzelfirma «Churfürsten-Apotheke & Drogerie Dr. H. Fehr», in Walenstadt. Apotheke und Drogerie. Bahnhofstrasse.

1. März 1957.

Bank in Gossau, in Gossau, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 245 vom 18. Oktober 1956, Seite 2637). Die Generalversammlung vom 28. Februar 1957 hat neue Statuten angenommen. Die Gesellschaft bezweckt Bankgeschäfte aller Art, hauptsächlich die Pflege des Grundpfandkredites. Ausgeschlossen bleiben Geldanlagen im Auslande. Die gesetzlich vorgeschriebenen Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt, die übrigen im «Fürstentländer» und in der «Gossauer Zeitung». Neu wurde in den Verwaltungsrat gewählt Ernst Jung, von Niederhelfenschwil, in Gossau. Er führt die Unterschrift nicht.

1. März 1957. Autosattlerei.

Anna Rupp-Eberle, in Bad Ragaz. Inhaberin der Firma ist, mit Zustimmung des Ehemannes, Anna Rupp-Eberle, von Wittenbach und Haggenschwil, in Trübbach, Gemeinde Wartau. Einzelunterschrift ist erteilt an Richard Rupp-Eberle, von Deutschland, in Trübbach, Gemeinde Wartau. Autosattlerei, Sarganserstrasse.

1. März 1957. Strassenbau usw.

A. De Zanet, in Kaltbrunn. Inhaber der Firma ist Antonio De Zanet, von Italien, in Kaltbrunn. Strassen- und Tiefbau. Wilen.

Graubünden — Grisons — Grigioni

27. Februar 1957. Bauunternehmung.

Cabelli & Co., in Sils i. E. Unter dieser Firma sind Ignazio Cabelli und Gaudenz Cabelli, beide von Augio, in Sils i. E., eine Kollektivgesellschaft eingegangen, die am 1. Januar 1957 ihren Anfang nahm. Bauunternehmung. Sils-Maria.

27. Februar 1957. Patente usw.

S. A. Alfra (Alfra A. G.), in Arosa, Auswertung von Patenten usw. (SHAB. Nr. 67 vom 20. März 1956, Seite 736). Konrad Schmid, dessen Unterschrift erloschen ist, und Emmy Schmid-Lötscher sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. In den Verwaltungsrat wurden neu gewählt: Peter Schmid, als Präsident, und Maria Schmid-Jegi, als Sekretärin, beide von Langwies, in Arosa. Der Präsident und der Delegierte führen Einzelunterschrift. Domizil: «Zur Alpenrose».

28. Februar 1957.

Viehziehtgenossenschaft Fidaz, in Fidaz, Gemeinde Flims (SHAB. Nr. 36 vom 13. Februar 1951, Seite 392). Die Unterschrift von Christian Adank ist erloschen. Als Kassier wurde neu gewählt: Georg Schmid, von Flims, in Fidaz, Gemeinde Flims. Die Unterschrift führt der Präsident oder der Vizepräsident kollektiv mit dem Kassier.

28. Februar 1957. Maschinenfabriken usw.

Gebrüder Sulzer Aktiengesellschaft, Zweigniederlassung in Chur, Betrieb von Maschinenfabriken, Giessereien und verwandten Geschäftszweigen der Metallbranche (SHAB. Nr. 172 vom 27. Juli 1954, Seite 1947). Kollektivprokura zu zweien für das Gesamtunternehmen wurde erteilt an Pierre Danz, von Genf, in Winterthur. Geschäftslokal: Ottostrasse 4.

1. März 1957.

Bekleidungshaus Egger, in Landquart, Gemeinde Igis. Inhaber dieser Firma ist Albin Egger-Eggler, von Eggersriet (St. Gallen), in Landquart, Gemeinde Igis. Handel mit Herren- und Damenkonfektion, Stoffen und Ausstauern.

1. März 1957. Photographie.

Carl Brandt, in Arosa, Photographie (SHAB. Nr. 95 vom 22. April 1922, Seite 795). Diese Firma ist infolge Abtretung des Geschäftes erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die neue Firma «Carl Brandt», in Arosa.

1. März 1957. Photographie.

Carl Brandt, in Arosa. Inhaber dieser Firma ist Carl Brandt junior, von Augio, in Arosa, in Gütertrennung mit seiner Ehefrau Rosita, geb. Landolt, lebend. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Carl Brandt», in Arosa. Photoatelier und Handel mit photographischen Artikeln.

1. März 1957. Hotel, Restaurant.

Chr. Ambühl, in Arosa. Inhaber dieser Firma ist Christian Ambühl-Cadisich, von Davos, in Arosa. Betrieb des Garni-Hotels «Beaurivage» mit Restaurant. Die Firma erteilt Einzelprokura an Jakobina Ambühl-Cadisich, Ehefrau des Inhabers, von Davos, in Arosa.

Aargau — Argovie — Argovia

1. März 1957.

Käsergenossenschaft Bünzen, in Bünzen (SHAB. Nr. 237 vom 9. Oktober 1948, Seite 2737). Die Unterschrift von Ernst Kuhn ist erloschen. Vizepräsident ist nun der bisherige Beisitzer Hermann Wiederkehr, von und in Bünzen. Zeichnungsberechtigt ist der Präsident oder der Vizepräsident kollektiv mit dem Kassier oder dem Aktuar.

1. März 1957. Herrenwesten usw.

Kunz & Co. Nachfolger Weber-Kunz & Co., in Suhr, Fabrikation und Vertrieb von gestrickten Herren- und Knaben-Oberkleidern, insbesondere Westen, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 44 vom 22. Februar 1955, Seite 495). Die Kommanditärin Frieda Weber-Kunz führt statt Einzelunterschrift nun Einzelprokura.

1. März 1957. Landesprodukte.

Gottlieb Vogt-Brändli, in Remigen, Landesproduktenhandel (SHAB. Nr. 96 vom 26. April 1934, Seite 1112). Diese Firma wird infolge Reduktion des Geschäftsbetriebes, weil nicht mehr eintragungspflichtig, auf Begehren des Inhabers gelöscht.

1. März 1957. Maschinen, Fahrzeuge.

Otto Lerch Vertreter Rothrist, in Rothrist (SHAB. Nr. 58 vom 10. März 1950, Seite 659). Diese Firma wird abgeändert in **Otto Lerch**. Neue Geschäftsadresse: Im Galli 1028. Neue Geschäftsnatur: Handel mit Maschinen und Fahrzeugen aller Art.

1. März 1957. Maschinen usw.

Gebrüder Sulzer, Aktiengesellschaft (Sulzer Frères Société Anonyme) (Sulzer Brothers Limited) (Fratelli Sulzer, Società Anonima), Zweigniederlassung in Aarau, Betrieb von Maschinenfabriken, Giessereien und verwandten Geschäftszweigen der Metallindustrie (SHAB. Nr. 172 vom 27. Juli 1954, Seite 1947), mit Hauptsitz in Winterthur. Kollektivprokura ist erteilt worden an Pierre Danz, von Genf und Grossaffoltern (Bern), in Winterthur.

1. März 1957.

Kraftwerk Ryburg-Schwörstadt A.G., in Rheinfelden (SHAB. Nr. 74 vom 28. März 1956, Seite 821). Aus dem Verwaltungsrat sind ausgeschieden: Prof. Dr. Rudolf Fettweis und Carl Schmidt infolge Todes und Prof. Dr. Otto Henninger infolge Rücktrittes. Die Unterschrift des Erstgenannten ist erloschen. Prof. Dr. Carl Theodor Kromer, deutscher Staatsangehöriger, in Freiburg i. B., bisher Mitglied des Verwaltungsrates, ist zum Mitglied des Verwaltungsratsausschusses ernannt worden. Er führt nun Kollektivunterschrift zu zweien. Als neue Mitglieder des Verwaltungsrates sind gewählt worden: Guido Gianella, von Prato (Tessin), in Wettingen; Walter Krück und Wilhelm Leitner, beide deutsche Staatsangehörige, in Karlsruhe (Deutschland). Sie führen die Unterschrift nicht.

1. März 1957. Eisenwaren, Haushaltsartikel usw.

Karl Bischoff, in Rheinfelden, Handel mit Eisenwaren, Haushaltsartikeln und landwirtschaftlichen Geräten (SHAB. Nr. 208 vom 6. September 1948, Seite 2432). Diese Firma ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen.

1. März 1957. Eisenwaren, Haushaltsartikel usw.

Paul Künzli, vormals **Karl Bischoff**, in Rheinfelden. Inhaber dieser Firma ist Paul Künzli-Hohler, von und in Kaiseraugst. Handel mit Eisenwaren, Haushaltsartikeln und landwirtschaftlichen Geräten. Markt-gasse 27.

1. März 1957.

A. Buck, Bau- u. Malergeschäft, Schafisheim, in Schafisheim. Inhaber dieser Firma ist Alfred Buck-Wildi, von Gebenstorf, in Schafisheim. Erstellung von Ein- und Mehrfamilienhäusern; Ausführung von Plänen; Bauleitung und Malerarbeiten. Zwischen den Wegen 341.

1. März 1957.

Möbel Wildi Schafisheim, in Schafisheim. Inhaber dieser Firma ist Robert Wildi, von und in Schafisheim. Herstellung von und Handel mit Möbeln; Innenausbau. Talgasse 93.

1. März 1957.

Apotheke Rothrist, Dr. H. Leupi, in Rothrist. Inhaber dieser Firma ist Dr. Hans Leupi, von Dagmersellen, in Rothrist. Betrieb einer Apotheke. Sennhof 984.

1. März 1957.

Milchverwertungsgenossenschaft Mellingen, in Mellingen (SHAB. Nr. 45 vom 23. Februar 1950, Seite 512). Die Unterschrift von Hans Bachmann ist infolge Todes erloschen. Präsident ist nun der bisherige Aktuar Josef Frey und als Aktuar wurde neu in den Vorstand gewählt: Karl Haller, von Reinach (Aargau), in Mellingen. Zeichnungsberechtigt sind Präsident, Aktuar und Kassier je zu zweien kollektiv.

1. März 1957. Spezialmaschinen, Mähapparate.

Roland Meier, in Würenlingen (SHAB. 233 vom 2. Dezember 1955, Seite 3083). Die Natur des Geschäftes wird neu wie folgt umschrieben: Handel mit und teilweise Herstellung von Spezialmaschinen und Mähapparaten; Generalvertretung der KNECHT-Mähmesserführungen und der HUNN-Holzbearbeitungsmaschinen.

1. März 1957.

Milchgenossenschaft Densbüren, in Densbüren (SHAB. Nr. 232 vom 5. Oktober 1954, Seite 2535). Die Unterschrift von Jakob Fasler ist infolge Todes erloschen. Als Präsident wurde neu in den Vorstand gewählt: Fritz Amsler, von und in Densbüren. Der Präsident oder der Vizepräsident zeichnet kollektiv mit dem Aktuar oder dem Kassier.

1. März 1957. Asbest, Asbestprodukte.

Eurasbest A.G. (Eurasbest S.A.) (Eurasbest S.p.A.) (Eurasbest Ltd.), in Baden. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten und des Errichtungsaktes vom 15. Februar 1957 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Handel mit Asbest und Asbestprodukten aller Art. Die Gesellschaft kann alle Handelsgeschäfte, Finanzierungen und industriellen Unternehmen durchführen, welche mit dem hier vorerwähnten Gegenstand und Zweck zusammenhängen. Ferner kann die Gesellschaft sämtliche Geschäfte mit beweglichen und liegenden Gütern abschliessen. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Namenaktien zu Fr. 1000. Darauf sind Fr. 20 000 einbezahlt. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt; Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 5 Mitgliedern. Ihm gehört an: Walter Schneebeli, von Hinwil, in Uster, als einziges Mitglied. Er führt Einzelunterschrift. Geschäftsadresse: Bruggerstrasse 22 (bei Fürsprecher Dr. P. Renold).

Thurgau — Thurgovie — Turgovia

28. Februar 1957. Apparate für die Papier- und Textilindustrie usw. Polygal A.G. bisher in Busnang, Handel mit und Fabrikation von Apparaten und Produkten für technische Zwecke, vor allem für die Papier- und Textilindustrie sowie für die Lebensmittelindustrie (SHAB. Nr. 155 vom 5. Juli 1956, Seite 1749). Gemäss Generalversammlungsbeschluss vom 22. Februar 1957 ist der Firmensitz nach Märstetten verlegt worden. Die Statuten wurden entsprechend geändert. Das Grundkapital von Fr. 200 000 ist jetzt voll einbezahlt. Der Verwaltungsratspräsident Walter Greminger wohnt nun in Märstetten. Domicil: Weinfelderstrasse.

28. Februar 1957. Kolonialwaren, Drogen. W. Helfer, in Diessenhofen, Kolonialwaren und Drogen (SHAB. Nr. 246 vom 22. Oktober 1942, Seite 2404). Die Firma ist infolge Geschäftsverkaufs erloschen.

28. Februar 1957. Kolonialwaren, Früchte, Gemüse.

Hans Wacker, in Diessenhofen. Firmainhaber ist Hans Wacker, von Uerkheim (Aargau), in Diessenhofen. Handel mit Kolonialwaren, Früchten und Gemüse. Hauptstrasse 74. Zum Engel.

Tessin — Tessin — Ticino

Distretto di Mendrisio

1° marzo 1957. Prestino, ecc.

Riva Gottardo, in Ligornetto, prestino e commestibili con osteria (FUSC. del 28 agosto 1930, N° 200, pagina 1783). La ditta è cancellata ad istanza degli eredi per decesso del titolare.

1° marzo 1957. Vini.

Bianchi Francesco e Figlio, in Chiasso, vendita di vini all'ingrosso (FUSC. del 15 settembre 1944, N° 217, pagina 2016). La società è sciolta. La liquidazione essendo terminata, la ragione sociale è cancellata. L'azienda è stata ripresa con assunzione di attivo e passivo dalla ditta individuale «Bianchi Vittorio successore a Bianchi Francesco e Figlio», in Chiasso.

1° marzo 1957. Vini.

Bianchi Vittorio successore a Bianchi Francesco e Figlio, in Chiasso. Titolare è Vittorio Bianchi, fu Francesco, italiano, in Chiasso. La ditta ha ripreso con assunzione di attivo e passivo l'azienda sin qui gestita dalla società in nome collettivo «Bianchi Francesco e Figlio», in Chiasso, ora cancellata. Commercio di vini. Via Rinaldo Simen 6.

1° marzo 1957. Titoli, ecc.

Transworld Holding S.A., in Chiasso. Sotto questa ragione sociale è stata costituita una società anonima avente per iscopo la partecipazione finanziaria ad altre società ed in particolare l'acquisto e la gestione di titoli azionari di un limitato numero di società nazionali ed estere. L'atto di costituzione e gli statuti sono in data 23 febbraio 1957. Il capitale sociale è di 1 500 000 fr., suddiviso in 15 000 azioni al portatore da 100 fr. cadauna, interamente liberate. Le pubblicazioni avvengono sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è amministrata da un amministratore unico o da un consiglio di amministrazione da due a cinque membri, attualmente da un amministratore unico nella persona dell'avv. Armando Pedrazzini, fu Tommaso, da Campo Vallemaggia, in Chiasso, il quale impegna la società con la sua firma individuale. Recapito: Piazza Indipendenza 5.

2 marzo 1957. Legna.

O. Fontana, in Muggio. Titolare della ditta individuale è Orlando Fontana di Leone, da ed in Muggio. Commercio di legna.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d'Avenches

25 février 1957. Transports.

René Voegeli, à Avenches. Le chef de la maison est René Voegeli, de Grafenried (Berne), à Avenches. Transports en tous genres.

Bureau de Lausanne

2 mars 1957.

Société Cynologique Suisse SCS (Società Cinologica Svizzera SCS) (Schweizerische Kynologische Gesellschaft SKG), à Lausanne. Sous ce nom, il a été constitué une association. Elle a pour but de favoriser l'élevage des races canines, ainsi que l'entretien rationnel et le dressage des chiens, et de vulgariser la connaissance de règles y relatives. Elle pourvoit à l'établissement en Suisse d'un régime bien ordonné dans le domaine de la cynologie. Les statuts portent la date du 7 novembre 1948. Les cotisations annuelles des membres constituent les ressources de la société. Les engagements de la société ne sont garantis que par sa fortune sociale. Les organes sont: l'assemblée des délégués; le comité central composé de 14 membres; la conférence des délégués pour les questions de dressage et de concours; la commission technique; le secrétariat du livre des origines; la rédaction et l'administration du «Schweizer Hundesport»; les vérificateurs de comptes. Le président ou le vice-président engage l'association en signant collectivement à deux avec l'un ou l'autre des secrétaires. Le président est Fred Rufer, d'Urtenen (Berne), à Lausanne; vice-président Hans Sommerauer, de Winterthur et Zurich, à Riethaus, commune de Wildhaus (St-Gall); premier secrétaire: Charles Maison, de Roche (Vaud), à La Tour de Peilz; second secrétaire: Gustave Fricker-Burger, de et à Bâle. Bureau: rue du Midi 16, chez le président.

2 mars 1957. Epicerie, primeurs.

Arlette Martin, à Lausanne, épicerie et primeurs (FOSC. du 12 octobre 1956, page 2589). Par décision du 17 janvier 1957, le président du Tribunal de Lausanne a prononcé la révocation de la faillite. La titulaire ayant remis son commerce, la raison est radiée.

2 mars 1957. Installations électriques.

Hans Cattini S.A., succursale de Lausanne (FOSC. du 28 juillet 1956, page 1972), avec siège principal à Pully. La signature de l'administrateur Gilbert Urweider, démissionnaire, est radiée. Le conseil est composé de: Hans Cattini (inscrit), désigné comme président, et Nathalie Cattini-Furrer, de Grono (Grisons), à Lausanne. La succursale est engagée par la signature individuelle de chaque administrateur.

2 mars 1957.

Société Immobilière L'Azur S.A., à Lausanne (FOSC. du 12 décembre 1952, page 3032). Cette raison sociale est radiée d'office du registre du commerce de Lausanne par suite de transfert du siège de la société à Veyras (Valais) (FOSC. du 5 février 1957, page 353).

2 mars 1957.

Société Immobilière Blanche-Neige S.A., à Lausanne (FOSC. du 12 décembre 1952, page 3032). Cette raison sociale est radiée d'office du registre du commerce de Lausanne par suite de transfert du siège social à Veyras (Valais) (FOSC. du 5 février 1957, page 353).

2 mars 1957.

Société immobilière Les Passiaux S.A., à Prilly (FOSC. du 5 décembre 1956, page 3086). Les pouvoirs des administrateurs Alexandre Fischer, décédé, et Henry Burrus, démissionnaire, sont éteints. L'administrateur restant inscrit, William de Rham, continue à engager la société par sa signature individuelle (et non pas collective comme publié dans la FOSC. du 5 décembre 1956, page 3086). Le domicile légal est: à Prilly-Chasseur, dans l'immeuble de la société. Le bureau de la société est à Lausanne, Galeries du Commerce 84, chez P. et W. de Rham, régisseurs.

Wallis — Valais — Vallesse

Bureau de Sion

2 mars 1957. Caisses enregistreuses.

Vuille Max, à Sion. Le chef de cette maison est Max Vuille, de la Sagne (Neuchâtel), à Sion. Agent général pour le Valais de la S.A. des Caisses enregistreuses «National». Bâtiment de la Glacière N° 1.

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Verlängerung der Geltungsdauer

und Aenderung der Allgemeinverbindlicherklärung von Bestimmungen aus dem Gesamtarbeitsvertrag für das Schreiner- und Glasergerber der Stadt Winterthur

(Bundesgesetz vom 28. September 1956 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen)

Der Regierungsrat des Kantons Zürich hat mit Beschluss vom 10. Januar 1957 die Geltungsdauer der Allgemeinverbindlicherklärung von Bestimmungen aus dem Gesamtarbeitsvertrag vom 30. April 1952/15. Dezember 1953 für das Schreiner- und Glasergerber der Stadt Winterthur bis 31. Dezember 1958 verlängert unter gleichzeitiger Allgemeinverbindlicherklärung von Vertragsabänderungen. Der Bundesrat hat diesen Beschluss am 8. Februar 1957 genehmigt.

Der Regierungsratsbeschluss vom 10. Januar 1957 ist im Amtsblatt des Kantons Zürich vom 22. Februar 1957 (Textteil, Seite 88 ff.) veröffentlicht worden. (AA. 77)

Zürich, den 1. März 1957.

Direktion der Volkswirtschaft des Kantons Zürich:

Egger.

Schiffsregister des Kantons Basel-Stadt

Das in den Jahren 1956/57 in Mainz-Gustavsburg erbaute Gütermotorschiff «Express 152» ist von der Eigentümerin, Rhenania Allgemeine Speditionen A.G., in Duisburg, Filiale Basel, in Basel, zur Aufnahme in das Schiffsregister angemeldet worden.

Einsprachen gegen die Aufnahme des Schiffes oder Ansprüche auf das Schiff sind binnen 20 Tagen unter Beilegung der Beweismittel anzumelden. Unterlassung der Anmeldung gilt als Verzicht. (AA. 76)

Basel, den 1. März 1957.

Schiffsregister Basel-Stadt.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Weisung Nr. 1

der Eidg. Inspektion für Forstwesen, Jagd und Fischerei betreffend den forstlichen Pflanzenschutz an der Grenze
(Vom 4. März 1957)

Instructions N° 1

de l'Inspection fédérale des forêts, chasse et pêche concernant les mesures à prendre à la frontière pour la protection des forêts
(Du 4 mars 1957)

1. Die in Anhang Nr. I zur Verfügung Nr. 1 des Eidg. Departements des Innern vom 16. Oktober 1956 aufgeführten Forstpflanzen werden wie folgt näher bezeichnet:
1. La désignation des plants forestiers indiqués dans l'annexe I à l'ordonnance N° 1 du Département fédéral de l'intérieur, du 16 octobre 1956, est complétée comme suit:

Spec.	Nadelbölzer	Résineux
Abies alba	Weisstanne	Sapin blanc
Larix decidua	Lärche, europäische	Mélèze d'Europe
Larix japonica	Lärche, japanische	Mélèze du Japon
Picea abies	Fichte (Rottanne)	Epicéa
Pinus silvestris	Waldföhre, Kiefer	Pin sylvestre
Pinus Mugo Turra	Bergföhre (Legföhre)	Pin de montagne (pin rampant)
	Schwarzföhre	Pin noir
	Arve	Arole
	Weymouthsföhre	Pin Weymouth
Pseudotsuga Douglasii (taxifolia)	Douglasie	Douglas
	Laubbölzer	Feuilhus
Acer pseudo-platanus	Bergahorn	Erable sycomore
Acer platanoides	Spitzahorn	Erable plane
Alnus glutinosa	Schwarzlerle (Roterle)	Aune glutineux
Alnus incana	Weisserle (Grauerle)	Aune blanc
Alnus viridis	Alpenerle (Grünerle)	Aune vert
Betula verrucosa	Ruchbirke, Hängebirke	Bouleau verruqueux
Betula pubescens	Haarbirke	Bouleau pubescent
Carpinus betulus	Hagebuche (Hainbuche)	Charme
Ostrya carpinifolia	Hopfenbuche	Charme-houblon
Castanea sativa	Edelkastanie	Châtaignier
Castanea mollissima		
Castanea crenata		
Fagus silvatica	Buche (Rotbuche)	Hêtre
Fraxinus excelsior	Esche	Frêne
Juglans regia	Walnuss	Noyer commun
Juglans nigra	Schwarznuss	Noyer noir
Populus spec.	Pappel, alle Sorten wie: Graupappel, Aspe, Schwarzpappelhybriden «Kanadische Pappel»	Peuplier, toutes les espèces, comme: Grisard, tremble, hybrides du peuplier noir, «peuplier du Canada»
Prunus avium	Wilder Kirschbaum	Merisier
Prunus Padus	Traubenkirsche	Merisier à grappes
Quereus pedunculata	Stieleiche	Chêne pédonculé
Quereus sessiliflora	Traubeneiche	Chêne rouvre
Quereus pubescens	Flaumeiche	Chêne pubescent
Quereus borealis	Roteiche	Chêne rouge
Robinia pseudoacacia	Robinie (falsche Akazie)	Robinier (faux-acacia)
Salix alba	Weissweide (Felbe)	Saule blanc
Sorbus aucuparia	Vogelbeerbaum	Sorbier des oiseleurs
Sorbus aria	Mehlbeerbaum	Alisier blanc
Sorbus torminalis	Elsbeerbaum	Alisier faux sycomore
Tilia cordata	Winterlinde	Tilleul à petites feuilles
Tilia platyphyllos	Sommerlinde	Tilleul à grandes feuilles
Ulmus scabra	Bergulme	Orme blanc (de montagne)
Ulmus campestris	Feldulme	Orme des champs

2. Saatgut, Stecklinge und Pflanzen der in dieser Liste aufgeführten forstlichen Baumarten unterstehen bei der Einfuhr auch der Bewilligungspflicht gemäss Art. 5 des Bundesratsbeschlusses betreffend Herkunft und Verwendung von forstlichem Saatgut und Forstpflanzen vom 16. Oktober 1956.
2. L'importation de semences, boutures et plants des essences forestières figurant sur cette liste est également assujettie au régime du permis, en vertu de l'art. 5 de l'arrêté du Conseil fédéral du 16 octobre 1956 concernant la provenance et l'utilisation de semences forestières et de plants forestiers.
3. Saatgut, Pflanzenteile und Pflanzenerzeugnisse der Gattungen Chamaecyparis und Corylus (Haselnuss) sind bis auf weiteres von den Bestimmungen des forstlichen Pflanzenschutzes an der Grenze ausgenommen.
3. Jusqu'à nouvel avis, les semences, parties de plants et produits des genres Chamaecyparis et Corylus (noisetier) ne tombent pas sous les dispositions de l'Ordonnance N° 1 (mesures à prendre à la frontière pour la protection des forêts).
4. Diese Weisung tritt am 15. März 1957 in Kraft.
4. La présente instruction entre en vigueur le 15 mars 1957.

Eidg. Inspektion für Forstwesen, Jagd und Fischerei, der Oberforstinspektor: Jungo.

Inspection fédérale des forêts, chasse et pêche, l'inspecteur général: Jungo.

Algérie

Réglementation de l'importation des produits émergeant au secteur des contingents globaux

Le «Journal officiel de l'Algérie» du 22 février 1957 a publié un avis informant les intéressés de l'ouverture, au titre de la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 mars 1957, de contingents globaux pour l'importation de produits originaires et en provenance des pays membres de l'Union européenne des paiements et dont la libération du contingentement demeure suspendue (produits relevant de l'ancien secteur dit «ex-libérés»).

Aux termes de cet avis les demandes de licences d'importation établies dans les formes régulières sur formules du modèle AC et accompagnées de factures pro forma en triple exemplaire, doivent parvenir à la Sous-Direction du Commerce (Service des Licences), 13, rue d'Isly, à Alger, avant le vendredi 15 mars 1957, à 17 heures.

A toutes fins utiles il est reproduit ci-après, en extrait, le relevé des marchandises pour lesquelles sont ouverts des contingents au titre de la période trimestrielle précitée:

Numéros du tarif des douanes françaises (également applicables en Algérie)	Désignation des produits	Montant en milliers de francs français
40.09 E (B?) - 40.10	Ouvrages en caoutchouc à l'exclusion du crêpe semelle	4 000
40.11 Ca	Pneumatiques pour aérodynes	
40.12 - 37.03 Aa	Autres produits	
85.24 A - 68.16 B et C		
Industries textiles		
58.02 - 58.03 - 58.04 - 57.04 A	Fibres textiles	6 000
58.06	Fils coton	
57.07 A - 59.04 A ex d - 59.04 Ba	Fils, ficelles, cordages	
59.15 - 59.18 - 59.14 B ex 53.11	Divers articles techniques	
50.10 - 50.09 Afg - 50.09 B	Tissus de laine mélangés d'autres textiles contenant moins de 85% de ces textiles	
54.05 Ab, B	Tissus de lin ou de ramie	
58.05 Acd	Robannerie	
58.08 ex A - 58.09 E	Tulles en fibres synthétiques et dentelles à la main	
58.04 B, D, E	Velours de fibres textiles synthétiques, de coton, de fibres textiles artificielles	
59.07 - 59.08 - 59.10 - 59.13 - 59.17 C	Tissus divers	
55.08 - 60.01 Aa (60-01 ex A?) - 60-01 D ex C		50 000
58.06 A ex B - 61.11 A ex B	Etiquettes tissées	
60.03 Bd - 60.04 ex A, Bcde - 60.05 A Bdefgh ex klmno - 61.01 AB - 61.02 AB acd - 61.03 - 61.04 - 61.05 - 61.06, 61.07 - 61.08 - 61.09 - 62.05 CD	Vêtements en tissus, bonneterie, chapeaux	12 500
62.02 - 58.02 A cef ex 55.09 ex 51.04 - ex 56.07	Linge de maison, ameublement, tapis Tissus de coton unis Tissus de rayonne et fibranne unis	
Grosse et moyenne mécanique		
84.07 A 84.07 Ba	Turbines hydrauliques	15 000
84.11 Ab - 84.11 Bc defgh	Pompes, moto-pompes et turbo-pompes à air et à vide, compresseurs, moto-compresseurs d'air et d'autres gaz, turbo-compresseurs	
84.10 F, G	Pompes centrifuges nues à commande mécanique, autres pompes	
84.18 C - 84.12	Compresseurs frigorifiques volumétriques rotatifs, appareils de ventilation et de conditionnement d'air	
84.17 C - 84.17 Da - 81.17 Ea - 84.17 Ec	Appareils et dispositifs pour le traitement des matières par le chauffage, la cuisson, la torréfaction, etc. ... (à l'exclusion des appareils domestiques)	
84.16 A - 84.16 Ba ex 84-32	Calandres pour tous usages	
84.34 C, D, G - 84.35 B - 84.14 A 84.23 Aex, d	Machines et appareils pour le brochage et la reliure y compris les machines à coudre les feuillets, machines à brocher au fil métallique seulement	
90.08 A et B - 90.08 C - 90.09 - 90.10 B - 90.07 Aa - 90.13 A	Machines et appareils accessoires d'imprimerie, matériel de elicherie, etc. ...	
90.17 Bc - 94.02 A - 90.19 Bcd	Machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation du sol	
90.17 Bc - 94.02 A - 90.19 Bcd	Machines-outils et mécanique de précision	
90.17 Bc - 94.02 A - 90.19 Bcd	Appareils pour la cinématographie et la projection	1 000
90.17 Bc - 94.02 A - 90.19 Bcd	Matériel médico-chirurgical	
Construction électrique		
85-01 D exb	Convertisseurs statiques, redresseurs autres que les redresseurs à vapeur de mercure, à ampoules de verre et à cathodes chaudes	4 000
85-03	Piles électriques.	
85-04 Ab	Accumulateurs, autres	
85.25 Ae (a?) - 85.25 B - 85.25 C	Isolateurs à l'exception de ceux en stéatite	
ex 85.10 A - 85.10 B	Lampes portatives à piles et à accumulateurs	
85.20 A	Lampes et tubes à incandescence	30 000
85.20 D	Lampes à arc	
	Divers général	

54. 6. 3. 57.

„EIN CAMPARI“

Société Immobilière de l'Hôtel du Rhône

Messieurs les actionnaires de la Société Immobilière de l'Hôtel du Rhône sont convoqués pour le lundi 25 mars 1957, à 14 heures 15, au siège social, rue Bovy-Lysberg 17, à Genève, en

assemblée générale ordinaire

Ordre du jour:

- 1° Rapport du conseil d'administration.
- 2° Rapport de Messieurs les contrôleurs.
- 3° Votation sur les conclusions de ces rapports.
- 4° Décharge au conseil d'administration pour sa gestion.
- 5° Elections statutaires.

Le bilan, le compte de profits et pertes, le rapport des contrôleurs et le rapport de gestion seront tenus à la disposition de Messieurs les actionnaires au siège social, rue Bovy-Lysberg 17, à Genève, dès le vendredi 15 mars 1957.

Pour pouvoir prendre part à cette assemblée générale, Messieurs les actionnaires devront déposer leurs titres jusqu'au mardi 19 mars 1957, au plus tard, au siège social, rue Bovy-Lysberg 17 (chez la Société Générale pour l'Industrie).
Genève, le 4 mars 1957. Le conseil d'administration.

Spar- & Leihkasse Erlach

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Samstag, den 16. März 1957, um 15 Uhr im Rathausaal in Erlach.

Traktanden:

1. Abnahme und Genehmigung der Jahresrechnung pro 1956 und Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
2. Entlastung der Verwaltung.
3. Wahlen.
4. Verschiedenes.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung nebst Revisorenbericht liegen im Geschäftslokal zur Einsicht der Aktionäre auf.

Zu dieser Versammlung laden wir unsere Aktionäre höflich ein. Wir bitten, die Ausweiskarten vorher auf dem Bureau zu erheben.

Erlach, den 26. Februar 1957.

Spar- und Leihkasse Balgach

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Samstag, den 16. März 1957, 20 Uhr, im «Bad», Balgach

Traktanden:

1. Protokoll.
2. Vorlage der Jahresrechnung und der Bilanz pro 1956.
3. Bericht und Anträge der Kontrollstelle.
4. Déchargeerteilung an die Verwaltungsorgane.
5. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
6. Statutarische Wahlen.
7. Allgemeine Umfrage.

Rechnung und Bericht der Kontrollstelle liegen in unserem Bureau zur Einsichtnahme auf. Eintrittskarten können bis zum 16. März 1957, mittags, gegen Vorweisung der Aktien oder gegen genügenden Ausweis über deren Besitz an unserer Kasse bezogen werden. An der Versammlung selbst können keine Karten mehr ausgestellt werden.

Balgach, den 4. März 1957.

Der Verwaltungsrat.



Ballast abwerfen

Konto-Auszüge extra schreiben ist heute unnötige Mehrarbeit. Mit dem RUF-Intromat, der ohne Kohlepapier gleichzeitig Konto, Konto-Auszug und Journal beschriftet, haben Sie jederzeit den laufend nachgeführten Konto-Auszug zum Versand bereit, der überdies dank des zweiten Farbbandes ein sauber geschriebenes Originalblatt darstellt.

Daher: von jetzt an keine extra geschriebenen Konto-Auszüge mehr, sofort auf RUF-Intromat umstellen, Ballast abwerfen! Verlangen Sie unverbindliche Vorführung in Ihrem Betrieb.



RUF

RUF-ORGANISATION Zürich/Hauptsitz: Badenerstrasse 595
Laden: Löwenstrasse 32 / Tel. (051) 54 64 00

Basler Pfandleihanstalt

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Mittwoch, den 20. März 1957, 11.30 Uhr im Lokale der Anstalt, Luftgässlein 5

Traktanden:

1. Vorlage des Berichtes des Verwaltungsrates und der Jahresrechnung pro 1956.
2. Bericht der Kontrollstelle, Abnahme der Jahresrechnung und Déchargeerteilung an die Verwaltungsorgane.
3. Verzinsung des Aktienkapitals.
4. Wahlen.

Die Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung sowie der Bericht der Revisoren sind von heute an im Geschäftslokal, Luftgässlein 5, zur Einsicht der Aktionäre aufgelegt. Zutrittskarten zur Generalversammlung sind gegen Vorlage der Aktien oder eines Aktienbesitzausweises auf der Verwaltung zu beziehen.

Basel, den 6. März 1957.

Der Verwaltungsrat.

Groupement pour participations financières en Suisse et à l'étranger S.A.

L'assemblée générale

est convoquée pour le 16 mars 1957, au siège de la société, 8, rue du Conseil-Général, à Genève.

Genève, le 4 mars 1957.

Le conseil d'administration.

Usine à gaz de Tavannes S.A.

Invitation à participer à l'assemblée générale fixée au jeudi 21 mars 1957, à 11 h. 30 à la salle des séances du Conseil municipal de Tavannes

Ordre du jour:

- 1° Lecture du procès-verbal de la dernière assemblée.
- 2° Rapport du conseil d'administration.
- 3° Passation des comptes de l'exercice 1956 et rapport des vérificateurs. Décharge au conseil d'administration pour sa gestion.
- 4° Répartition du solde du compte de profits et pertes.
- 5° Nomination du conseil d'administration.
- 6° Nomination des vérificateurs et du suppléant.
- 7° Divers et imprévus.

Le bilan, le compte de profits et pertes, ainsi que le rapport de MM. les contrôleurs sont à la disposition des actionnaires, du 11 au 21 mars 1957, au bureau de la société à Tavannes.

Tavannes, en février 1957.

Le conseil d'administration.

Rheintalische Creditanstalt

Altstätten — Au — St. Margrethen
Gegründet 1874

Aktienkapital und Reserven Fr. 5 600 000

Obligationen-Kündigung

Wir kündigen hiermit unsere sämtlichen kündbaren und bis und mit 31. Dezember 1957 kündbar werdenden

Obligationen unserer Bank auf die vertragliche Frist von 6 Monaten. Nach Ablauf der Kündigungsfrist hört die Verzinsung auf.

Bis auf weiteres offerieren wir die Konversion zu 3 ½ % auf 2 ½ bis 5 ½ Jahre fest, mit anschliessender sechsmonatiger Kündigungsfrist. Diese Bedingungen gelten auch für Neuanlagen.

Altstätten, den 5. März 1957.

Die Direktion.

VOLKSBANK HOCHDORF

Die Dividende für das Geschäftsjahr 1956

wird ab heute eingelöst mit 5 ½ % = brutto	Fr. 27.50
abzüglich 5 % Coupons- und 25 % Verrechnungssteuer	Fr. 8.25
d. h. mit netto	Fr. 19.25

Inhaber von alten Aktien à nom. Fr. 100 werden ersucht, diese Titel zum Umtausch einzureichen.

Hochdorf, 4. März 1957.

Die Verwaltung.

Die wirtschaftliche Seite des Zugabewesens

Sonderheft Nr. 59 - Zweite Auflage

Dieses Sonderheft kann zum Preise von Fr. 4.75 vom Schweizerischen Handelsamtsblatt, Effingerstrasse 8, Bern 1, bezogen werden. Postcheckrechnung III 520.

DEUTSCHE OST-AFRIKA LINIE

für Ihre Verbindungen von und nach Süd- und Ost-Afrika



vierzehntäglicher Dienst nach Süd-Afrika
monatliche Abfahrten nach Ost-Afrika



SCHWEIZER AGENT

Speditionen AG., Basel 13

Rheinhafen St. Johann 2 Telephon (061) 22 79 58

Toujours chez soi
du papier de Versoix



Fabrique de papier à Versoix Genève

Bezirksgericht Aarau

Rechnungsruf

Das Bezirksgericht Aarau hat am 27. Februar 1957 über
Rohr-Ott Karl Jakob

geb. 1905, Bildhauer, von und in Rohr (Aargau) wohnhaft gewesen, gestorben am 11. Februar 1957, das öffentliche Inventar mit Rechnungsruf bewilligt.

Die Gläubiger und Schuldner, mit Einschluss der Bürgschaftsgläubiger, werden aufgefordert, ihre Forderungen und Schulden bis 2. April 1957 bei der Gemeindefkanzlei Rohr (Aargau) anzumelden, ansonst die in Art. 590 des Zivilgesetzbuches erwähnten Folgen eintreten (Art. 581 ff. ZGB).

Aarau, den 27. Februar 1957. Bezirksgericht.



70 Ordner Format A4

oder 80 raumsparende RADO-Ordner können Sie in diesem

Registraturschrank

aufbewahren. Erstklassige, handwerkliche Ausführung in hell oder dunkel Eiche, selbsttätiger, geräuscharmer Lauf der Rolläden

Fr. 475.— ab Lager lieferbar

Nr. 340, Größe 124 x 222 x 40 cm
3 verstellbare Tablare

30 weitere Modelle ab Lager lieferbar.

Verlangen Sie unsern Gratis-Büromöbel-Katalog.



ST. GALLEN
Neugasse 40
Tel. (071) 22 53 06/07

Abteilung Büromöbel

STAHLSTICH PRÄGUNGEN

unsere Spezialität



WAGNER & CIE.
ZÜRICH
PAPIERWARENFABRIK

Lieferung durch Wiederverkäufer

Wer interessiert oder beteiligt sich an der Gründung einer Anilindruckerei

speziell für Formular- und Prospektendruck
Anilindruck ist das zur Zeit preislich günstigste und schnellste Druckverfahren, bis 4 Farben in einem Druckgang, Vor- u. Rückseite gleichzeitig, ferner mit Perforieren, Numerieren und Kerben. Anfragen an Chiffre Publicitas Bern.

Zu verkaufen prächtige

Herrschaftsvilla

mit allem Komfort und grosser Gartenanlage, am Vierwaldstättersee, in wunderbarer Aussichtslage. Nur Selbstinteressenten wollen sich melden unter Chiffre B 33098 Lz an Publicitas Luzern.

Aktiendruck

seit Jahren unsere Spezialität
Aschmann & Scheller AG.
Buchdruckerei zur Froeschau
Zürich 25 Tel. (051) 32 71 64

Grosse Räumlichkeiten in Biel

zu vermieten. Günstige Lage, Nähe Bahnhof, Totalfläche ca. 460 m² in bestehendem, modernem Neubau, geeignet für Verkaufsladen, Ausstellungsraum usw. Grosse Schaufenster. Beziehbar nach Uebereinkunft.
Anfragen an: Postfach 25124, Biel I.

Rasse + Temperament

sind oft entscheidend für den Erfolg

SEX44

hat sich in vielen Jahren als Aufbaupräparat und Sexualtonikum bewährt.

Packungen zu Fr. 7.45 und 13.95 in Apotheken und Drogerien od. direkt durch

Löwenapotheke Lenzburg O

PATENTE

- Modelle
- Muster
- Marken usw.
- in allen Ländern

Naegeli & Co., Bern
Patentanwälte, Bundesgasse 16

Warenumsatzsteuer

(23. Auflage): Broschüre von 52 Seiten zum Preise von Fr. 1.50. Einzahlungen auf Postcheckrechnung III 520, Administration des Schweizerischen Handelsamtsblattes, Bern.

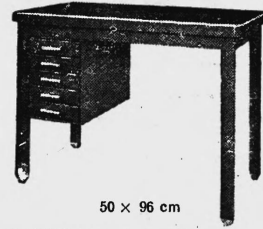


FISCHER & CO.
REINACH 6

Verlangen Sie vom SHAB unentgeltliche Zusendung von Probenummern der «Volkswirtschaft»

Kampoda

STAHLMÖBEL



50 x 96 cm

- günstige Preise
- Starlinie
- neue Farben
- große Auswahl

Fr. 230.—

Sofort lieferbar

SCHREIBMASCHINENTISCH
verschiedene Modelle im Lager

Generalvertretung für die Schweiz:

TROSSELLI & SÖHNE AG., GENÈVE

rue du Stand 60-62 - Telephon (022) 24 43 48

Verlangen Sie unsere Prospekte und die Adressen unserer Depositäre in der ganzen Schweiz

Inserate im SHAB haben stets Erfolg!

NATIONAL-Buchungsmaschinen

Neueste Modelle — Rebuilt

2, 4 und 6 Zählwerke, Kurztext und Volltext kombiniert

Kl. 31 mit 10 Zählwerken

Kl. 32 mit 6-10 Zählwerken

Organisation und Einführung durch Fachleute, Garantie und Service.

REBUMA SUTER, Uetlibergstraße 350, ZÜRICH
Tel. (051) 33 66 36



noch schneller als zuvor!

Um ganze 45% rascher rechnen Sie nun mit der neuesten ODHNER, denn sie multipliziert jetzt vollautomatisch, schreibend und nichtschreibend.

nach abgekürztem Verfahren

Überzeugen Sie sich selbst auch von Ihrem geräuscharmen Gang, bewirkt durch den absolut unhörbaren Motor. Denk der zusätzlich eingebauten Sperre ist jegliche Blockierung der Tasten unmöglich. Diese Maschine wird Sie begeistern. Und der Preis? Erstaunlich billig!



Eine Rechenmaschine ohnegleichen im Bereich Ihrer fünf Finger!

Generalvertretung:

Rechenmaschinen-Vertriebs AG. Luzern

Murbacherstr. 3 Tel. (041) 2 23 14

Erst Odhner prüfen, dann wählen!